ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

TOTAL

Question au Gouvernement n° 1856

Texte de la question

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS
DANS LE DÉPARTEMENT
DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Bianco, pour le groupe socialiste.
M. Jean-Louis Bianco. Monsieur le président, permettez-moi de revenir un instant, un instant seulement, sur le logement social. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Cela ne vous plaît pas, messieurs de la majorité, mais je serai bref !
M. le président. Laissez parler M. Bianco, je vous prie.
M. Jean-Louis Bianco. Monsieur Daubresse, vous venez d'en faire la démonstration, on ne fait pas une politique du logement social avec des chiffres virtuels et des chiffres faux ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
Monsieur le Premier ministre, lors de ses voeux pour 2005, le Président de la République a affirmé sa volonté pour la France de renouer avec une politique industrielle s'inspirant du rapport de M. Jean-Louis Beffa. Or, dans le même temps, la casse industrielle de notre pays continue. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
Plusieurs députés de groupe de l'Union pour un mouvement populaire. C'est la faute aux 35 heures **!**
M. Jean-Louis Bianco. Chacun connaît la situation de Danone et de Lustucru en Provence. Aujourd'hui, c'est le groupe Total qui, après avoir réalisé 10 milliards d'euros de bénéfice net et distribué 7 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires, annonce la suppression de près de 600 emplois dans sa principale filiale chimique, Arkema, dont environ 400 à l'usine de Saint-Auban dans mon département, les Alpes-de-Haute-Provence. Les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur sont concernées.
Avec les sous-traitants, ce sont près de 3 000 emplois qui vont disparaître,...
M. Christian Cabal. C'est la faute aux 35 heures !
M. Jean-Louis Bianco. ...soit 10 % des emplois offerts par le secteur privé. C'est une véritable catastrophe économique, sociale et humaine qui se profile à l'horizon, avec la disparition des Salins de Giraud, dont l'usine de Saint-Auban est le principal client, la menace d'une catastrophe écologique en Camargue et la fermeture de la ligne fret de la SNCF.
Qu'on ne vienne pas nous dire que le groupe Total serait dans l'impossibilité d'investir quelques dizaines de millions d'euros pour préserver l'emploi ! Le 20 octobre dernier, ici même, mon collègue Daniel Spagnou alertait M. Devedjian, ministre de l'industrie.
Monsieur le Premier ministre, aujourd'hui, au nom de tous les parlementaires et de tous les maires de mon département, toutes tendances politiques confondues,...
M. Jean-Paul Anciaux. Cela suffit !
M. le président. Monsieur Anciaux, je vous prie de laisser parler M. Bianco !
M. Jean-Louis Bianco. ...je vous demande solennellement d'obliger Total à retirer son plan de casse industrielle.
M. Jean Leonetti. Villevorde !

M. Jean-Louis Bianco. Je vous demande solennellement, comme nous l'avons fait en vain depuis des mois auprès du préfet de région, d'organiser une table ronde pour que nous puissions débattre des autres propositions que nous avons élaborées avec les syndicats.
Plusieurs députés de groupe de l'Union pour un mouvement populaire. La question !
M. Jean-Louis Bianco. Monsieur le Premier ministre, il y a urgence. Le rouleau compresseur déclenché par la recherche des profits boursiers est en marche. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
M. Lucien Degauchy. C'est M. Gremetz qui a écrit votre question ?
M. Jean-Louis Bianco. Laisserez-vous écraser des centaines d'hommes et de femmes et désindustrialiser le coeur d'un département, ou montrerez-vous qu'il y a encore une volonté politique pour défendre l'industrie et l'emploi en France ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à l'industrie.
M. Patrick Devedjian, *ministre délégué à l'industrie*. Monsieur Bianco, avant de dénoncer les chiffres virtuels, il faudrait commencer par vous assurer des vôtres. La vérité, déjà préoccupante, c'est qu'on supprime 380 emplois...
M. Daniel Paul. C'est votre vérité !
M. le ministre délégué à l'industrie. ...et que cette suppression s'accompagnera naturellement de créations d'emplois et de mesures de revitalisation. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)* La procédure est engagée. Les mesures suivront !
M. Daniel Paul. Lesquelles ?
M. le président. Monsieur Daniel Paul, laissez M. le ministre s'exprimer.
M. le ministre délégué à l'industrie. Monsieur Bianco, vous ne pouvez pas soutenir que le Gouvernement, en liaison avec M. Spagnou et l'ensemble des élus du département des Alpes-de-Haute-Provence dont vous faites partie, ne s'est pas préoccupé de ce dossier.
La vérité, c'est que l'industrie chimique française se trouve confrontée à des problèmes de compétitivité d'autant plus graves qu'ils n'ont pas été anticipés. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - " Oui ! Oui ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
M. Augustin Bonrepaux. C'est vous qui n'avez rien fait !
M. le président. Monsieur Bonrepaux, laisser le ministre s'exprimer !
M. le ministre délégué à l'industrie. Cette industrie doit se restructurer.
L'usine de Saint-Auban, qui a été fondée durant la guerre 14-18 pour produire de l'ypérite et qui n'est plus suffisamment compétitive, affronte aujourd'hui la concurrence avec difficulté. Il est donc prévu d'investir 20 millions d'euros dans la modernisation de cette entreprise, de pérenniser 333 emplois et d'en créer un nombre au moins équivalent.
Le Gouvernement se préoccupe bien de concilier, dans les Alpes-de-Haute-Provence, la préservation du tissu local et une plus grande compétitivité des entreprises, dans le cadre d'une véritable politique industrielle, abandonnée depuis si longtemps. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.- Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. David Habib. C'est faux !

Données clés

Auteur : M. Jean-Louis Bianco
Circonscription : Alpes-de-Haute-Provence (1re circonscription) - Socialiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1856
Rubrique : Énergie et carburants
Ministère interrogé : industrie
Ministère attributaire : industrie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 2 février 2005
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 février 2005